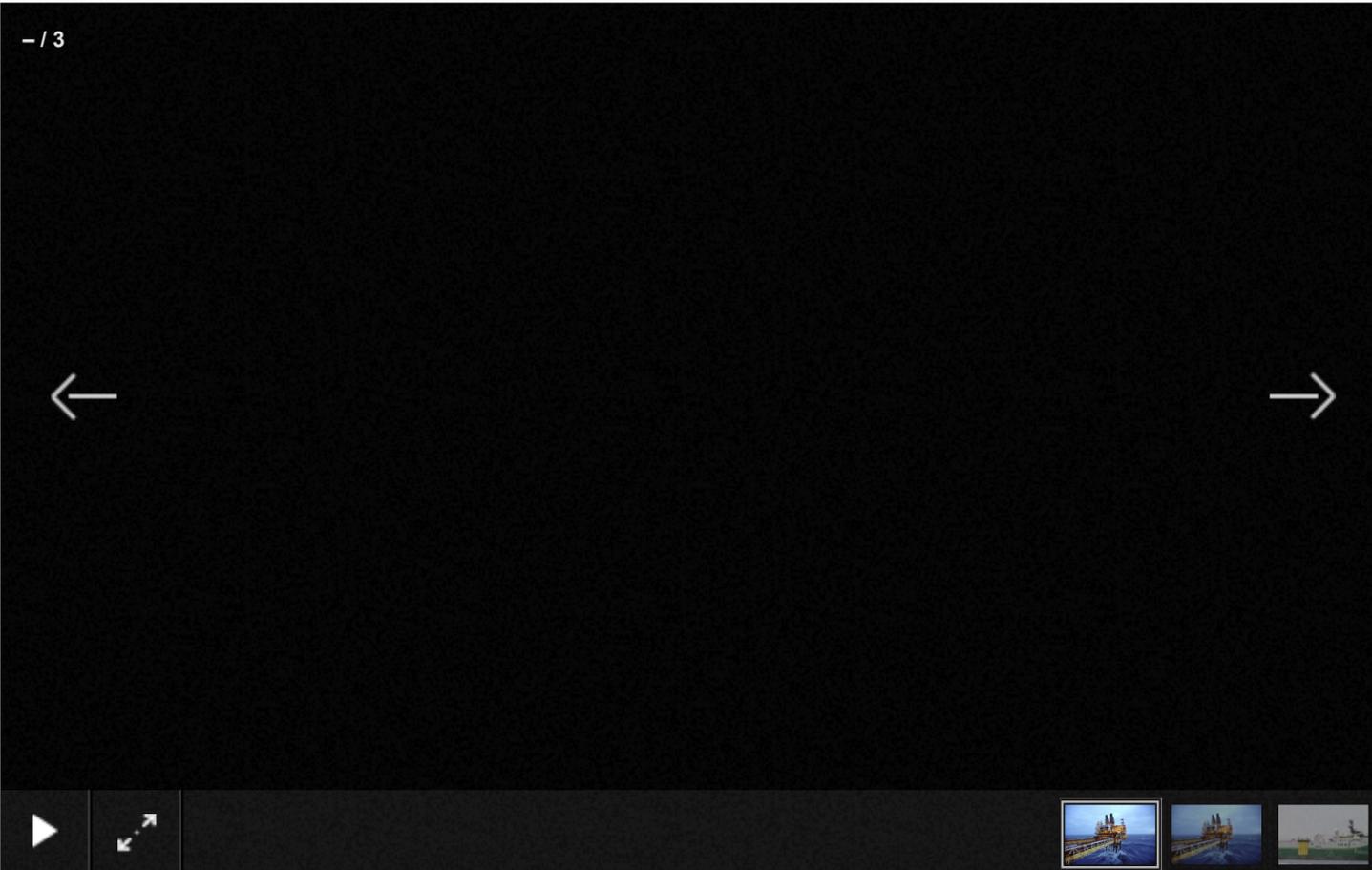


PÉTROLE ET GAZ NATUREL : UNE BÉNÉDICTION OU UNE MALÉDICTION POUR LE LIBAN ?

Pétrole et gaz naturel : une bénédiction ou une malédiction pour le Liban ?



RESSOURCES

L'exploration pétrolière ou gazière au large du Liban peut devenir, à première vue, un facteur de relance économique. Mais ce n'est pas une garantie de prospérité pour le peuple, comme le prouvent les expériences – parfois désastreuses – d'autres pays en développement, et le partage du gâteau qui s'annonce au pays du Cèdre. Pour éviter les écueils, rien de tel que les garde-fous.

Nicolas SARKIS | *OLJ*

03/03/2014

La découverte, qui reste à confirmer, de pétrole et de gaz naturel au large des côtes libanaises pourrait évidemment être, à première vue, hautement bénéfique pour le Liban et pour l'économie du pays : couverture des besoins énergétiques nationaux, possibilité éventuelle d'exportation pouvant générer des revenus considérables, règlement de la dette publique de 62,4 milliards de dollars (145,3 % du PIB), une grande aisance des finances publiques, création d'emplois, lancement de projets de développement dont le pays a un si grand besoin dans les différents domaines des infrastructures, de la santé, de l'éducation, de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme, etc. Une étude élaborée tout récemment par la Banque Audi évoque, après bien d'autres, les retombées positives et loin d'être négligeables d'une telle perspective sur les différents secteurs de l'économie libanaise. Elle estime en particulier à pas moins de 600 milliards de dollars, soit près du décuple de la dette extérieure et 14 fois le PIB actuel du Liban, la valeur des réserves pétrolières et gazières supposées jusqu'ici exister sous les eaux territoriales. La banque prend toutefois la précaution de préciser que ses estimations sont basées sur les chiffres avancés par le ministère de l'Énergie et par les compagnies qui ont procédé à des travaux d'exploration.

En attendant et en espérant que les forages, qui restent encore à faire, confirment les données géophysiques et géologiques encourageantes obtenues jusqu'ici, la prudence s'impose quant aux conséquences réelles du développement d'une production de pétrole et de gaz naturel au Liban. Cette prudence est dictée par l'expérience et l'histoire de près d'un siècle de la quasi-totalité des pays en voie de développement (Asie, Amérique latine et Afrique) où les rêves suscités au départ par les richesses en hydrocarbures se sont souvent avérés être des illusions d'optique, quand ils ne se sont pas transformés en vrais cauchemars : pressions et intervention et/ou occupation étrangères, guerres, conflits ethniques ou religieux, désintégration de certaines entités nationales, corruption, régression, voire quasi-disparition des activités économiques traditionnelles, inflation, endettement, dépréciation de la valeur «travail» au profit d'une économie de rente, de l'appât du gain rapide et d'une dangereuse «commissionniste» aiguë.

(Lire aussi : Investissements pétroliers : le Liban de plus en plus mal coté)

« Maladie hollandaise » et épidémie meurtrière

Même dans certains pays développés, les effets pervers de l'industrie des hydrocarbures ont commencé à se manifester avant que les autorités ne prennent, grâce à leur régime démocratique et à des institutions politiques solides, les mesures adéquates pour les contrer. Le cas le plus connu est celui des Pays-Bas où les méfaits de cette industrie, connus dans l'économie pétrolière sous le nom précisément de « Dutch Disease » (maladie hollandaise), ont fait leur apparition après la découverte et le démarrage de la production de gaz naturel à Groningue dans les années 1960 : afflux rapide d'argent facile, inflation, recul des activités économiques traditionnelles et divers autres dysfonctionnements de l'économie nationale.

Mais si, dans un pays européen développé comme la Hollande, cette maladie a ressemblé à une sorte de grippe ou une vilaine bronchite qui a été rapidement éradiquée grâce aux antidotes de la démocratie et de la transparence politique, la Dutch Disease a pris les proportions d'une épidémie meurtrière dans les pays en voie de développement exportateurs d'hydrocarbures, qui sont loin d'être aussi bien immunisés que les Pays-Bas, et à propos desquels Juan Alfonso Pérez, alors ministre du Pétrole du Venezuela, disait en 1975 : « Le pétrole est l'excrément du diable. Il apporte le gaspillage, la corruption, les dépenses inutiles et la dette, cette dette que nous aurons pour des années et des années... » À en juger d'après ce qui s'est passé depuis au Venezuela, pays classé aujourd'hui au top du palmarès de la corruption, de l'endettement, de la pauvreté et de la criminalité, avec un homicide toutes les 21 minutes, le moins qu'on puisse dire est que M. Pérez était bien trop clément ! Ce qu'il a dit il y a près de quarante ans a été, en tout cas, prémonitoire à propos des pays en voie de développement exportateurs de pétrole, y compris les pays membres de l'OPEP dont il a été l'un des principaux fondateurs. Après s'être chiffrés à des centaines de milliards de dollars par an, les seuls revenus pétroliers des pays membres de cette organisation (à l'exclusion des recettes d'exportation du gaz naturel) ont oscillé aux alentours de 1200 milliards de dollars par an au cours des trois dernières années. Une manne qui aurait dû leur permettre de diversifier leurs économies et d'aller bien plus loin que les fameux « tigres » asiatiques (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taïwan) qui, eux, n'ont pourtant ni pétrole, ni gaz naturel, ni d'autres ressources minières tant soit peu importantes. Plus inquiétant encore est le fait que la dépendance de ces pays vis-à-vis du pétrole ne fait que s'aggraver avec des exportations pétrolières et gazières qui couvrent à présent près de 90% du total des exportations nationales, contre trois quarts il y a encore quinze ans. Quant à leur revenu moyen per capita, il n'a pas dépassé 7 811 dollars en 2012, soit près du tiers seulement de celui de la Corée du Sud (22580) ou de la Slovénie (22350 dollars), sans parler évidemment des pays occidentaux développés. Même en Arabie saoudite, premier exportateur de pétrole au monde, le revenu per capita (25120 dollars) reste inférieur à celui de pays comme l'Espagne (29748 dollars), l'Italie (33185 dollars), ou Singapour (51700) qui n'ont ni pétrole ni gaz naturel.

Pour ce qui est des pays arabes en particulier, qui comptent aujourd'hui 355 millions d'habitants, le dernier Rapport économique arabe unifié indique que leurs exportations ont totalisé 904,5 milliards de dollars en 2010, dont 231 milliards seulement pour les exportations non pétrolières et non gazières. Ce dernier chiffre est bien inférieur aux exportations de la Belgique (361,8 milliards de dollars) dont la population ne dépasse pas 11,07 millions d'habitants, et il est un peu plus du double des exportations de la Finlande qui ne compte que 5,2 millions d'habitants, soit 1,4% de la population des pays arabes. Pire encore, les pays arabes font face à un déficit croissant en produits alimentaires et ont accumulé une dette extérieure de 179,9 milliards de dollars à la fin de 2010, alors que les avoirs arabes, essentiellement privés, détenus à l'étranger sont évalués à plus de 1300 milliards de dollars. En d'autres termes, de nombreux pays arabes sont endettés, ou lourdement endettés, alors que des individus ou de grandes familles ont capté et détourné vers l'étranger une grande partie des revenus pétroliers. Ceci sans oublier que le déficit grandissant des pays arabes en produits alimentaires, doublé d'un déficit qui va en croissant en ressources hydrauliques, pose de plus en plus un grave problème de sécurité, pas seulement alimentaire. Bien avant le pétrole et ses mirages, le poète et écrivain libanais Gibran Khalil Gibran ne croyait pas si bien dire en écrivant: « Malheur au peuple qui mange ce qu'il ne sème pas et se vêtit avec ce qu'il ne tisse pas. »

(Lire aussi : Nouvelles perspectives pour l'exploration pétrolière terrestre)

Plus concrètement, l'Irak et l'Algérie sont deux exemples qui illustrent bien les effets dévastateurs du pétrole sur les pays en voie de développement exportateurs d'hydrocarbures. Bien que leur pays figure au cinquième rang des pays exportateurs de pétrole dans le monde, et après plus de 80 ans d'exploitation de cette ressource, les Irakiens se retrouvent aujourd'hui parmi les peuples les plus démunis de la planète, avec un revenu per capita de 4100 dollars par an (à comparer à 15900 dollars au Liban), une économie exsangue, une dette de 92,3 milliards de dollars (115,3% du PIB), selon la Banque centrale irakienne, et une population dont la vaste majorité est chaque jour confrontée à la pénurie de produits alimentaires, d'eau potable, de soins médicaux, voire de... produits pétroliers. Cette situation dramatique est partiellement due à la guerre Irak/Iran de 1980-88, à l'invasion du Koweït et aux deux guerres de 1990-01 et de 2003. Mais elle est, surtout, due aux effets pervers que le pétrole, en Irak et ailleurs, a eus sur les pays qui ont la chance, ou la malchance, de le posséder. Avant de devenir un pays exportateur de pétrole, l'Irak était en effet un important exportateur de céréales et d'autres produits agricoles, grâce à ses vastes terres arables, aux deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate, qui le traversent et à une tradition et des techniques ancestrales

d'irrigation qui remontent à la civilisation sumérienne. Mais, au fur et à mesure que ses revenus pétroliers augmentaient, sa production agricole périssait, ses terres arables se transformaient en désert ou en marécages insalubres et ses exportations non pétrolières se rétrécissaient comme une peau de chagrin. Tant et si bien qu'en 2012, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques officielles, le total des exportations irakiennes se montait à 94,31 milliards de dollars, dont 0,28 milliard seulement (0,29 % du total) d'exportations non pétrolières. Autant dire que l'Irak exporte à présent 2,4 millions de barils par jour de pétrole plus...quelques douzaines de dattes ! Ce pays, jadis considéré comme le grenier du Moyen-Orient, en a ainsi été réduit à importer de l'étranger la quasi-totalité des produits nécessaires pour nourrir sa population, y compris ses besoins en produits de première nécessité comme les céréales, la viande, le beurre, les œufs ou les poulets importés d'Australie, d'Europe ou du Brésil...

(Lire aussi : Pétrole et gaz : la clôture de l'appel d'offres repoussée au 10 avril)

Mais si l'Irak représente, jusqu'à la caricature, l'archétype du pays où la « richesse » pétrolière a été une véritable malédiction, il n'est hélas pas une exception. Bien d'autres, tels que le Venezuela, le Mexique, la Libye ou l'Algérie, ont connu une évolution plus ou moins semblable. En Algérie en particulier, les responsables politiques et économiques étaient littéralement angoissés dans les années 1970 par le fait que le pétrole et le gaz naturel couvraient les deux tiers des exportations nationales. Quarante ans plus tard, en 2012, cette proportion est montée, selon les indications officielles, à... 97,3 % ! Situation d'autant plus alarmante qu'entre-temps, la population algérienne a plus que triplé, ses besoins de consommation en tout genre ont enregistré une progression exponentielle et sa propre consommation énergétique est montée en flèche, alors que les réserves pétrolières et gazières du pays sont de plus en plus en décalage par rapport à l'accroissement des besoins nationaux. Tant et si bien que le pays risque de devenir importateur net de pétrole dans 10-15 ans, avec toutes les conséquences dramatiques qu'on imagine. Les raisons à cela sont ce qu'il y a de plus classique : argent bien plus facile et bien plus rapide à trouver avec le pétrole et le gaz qu'à travers le développement d'autres secteurs productifs (agriculture, industrie, tourisme, etc.), manque de transparence et, surtout, une économie gangrenée par la corruption, comme le montrent les derniers scandales de la Sonatrach ou de l'autoroute de l'Ouest dans lesquels des milliards de dollars ont été engloutis et suite auxquels l'ancien ministre de l'Énergie et certains de ses acolytes sont partis couler des jours paisibles sous d'autres cieux. Ceci sans oublier que dans nombre de pays (Irak, Libye, Syrie ou Soudan), des dizaines, voire parfois des centaines de milliards de dollars générés par le pétrole ont servi à l'achat d'armes utilisées dans des guerres inutiles et qui ont fini en ferraille, quand elles n'ont pas été utilisées pour détruire leurs villes et massacrer leur propre population...

Il est du reste remarquable que, dans l'ensemble, les pays arabes non pétroliers ou petits producteurs de pétrole (Tunisie, Maroc, Liban ou Jordanie), le développement économique a été plus « normal », avec parfois des performances remarquables dans l'industrie, l'agriculture, le tourisme ou les services, que dans bon nombreux de pays pétroliers.

(Lire aussi : Pétrole et gaz : Les Libanais peuvent-ils toujours rêver ?)

Les vrais problèmes, la rapine et les marchands de rêves

Pour ce qui est du Liban, l'éventualité qu'il devienne un pays producteur/exportateur de pétrole et/ou de gaz naturel ne peut, bien sûr, qu'être perçue à première vue avec beaucoup d'espoir, mais aussi avec beaucoup d'appréhension. Avant même le démarrage des forages et bien avant la confirmation des résultats encourageants obtenus par les récents travaux d'exploration en mer, les grandes manœuvres ont, en effet, déjà commencé pour savoir qui fait quoi et comment partager le butin. L'une des premières illustrations en grandeur nature de ces manœuvres concerne l'attribution aux sociétés étrangères intéressées des neuf blocs où des réserves d'hydrocarbures sont supposées exister. Si, pour les uns, il faudrait les attribuer tous les neuf dès le départ, pour d'autres, il faudrait commencer par une partie, quitte à voir plus tard pour les autres et, dans ce dernier cas, par quel bloc commencer? Cette question n'a pas qu'un intérêt purement académique ou métaphysique.

Apparemment, les arguments avancés par les uns et les autres et largement évoqués dans les médias tournent en principe au sujet essentiellement: a) de l'opportunité ou non de commencer la production sur une grande échelle, b) de la déplétion plus ou moins rapide des réserves, ou c) du problème de la sécurité liée à la proximité avec certains gisements découverts de l'autre côté de la ligne de démarcation maritime avec Israël, et donc de la nécessité d'éviter que le Liban soit pris de court par des opérations de pompage par un voisin indélicat. Tous ces arguments ont de toute évidence leur raison d'être et tous sont invariablement développés par les uns et les autres au nom, promis juré, des seuls intérêts supérieurs de la nation. Sauf que les intérêts dont on parle ne sont pas les mêmes pour les uns et pour les autres et que ceux qui savent ce qui se passe dans les coulisses savent qu'il y a des non-dits et que l'attribution de tel ou tel bloc dépend, plus prosaïquement, des accords passés dans la plus grande discrétion entre, d'une part, les différentes sociétés étrangères qui ont soumis des offres et, d'autre part, des Libanais qui ont le bras plus long que d'autres, et dont chacun cherche à tirer la couverture de son côté...

Une autre illustration non moins éloquente des manœuvres en cours réside dans la toute récente polémique sur la « rotation » des portefeuilles ministériels, plus précisément le portefeuille de l'Énergie, qui a précédé la formation du nouveau cabinet. Faudrait-il ou non que ce portefeuille soit réservé à la même personne ou, au moins, à son clan et à sa communauté? Là aussi, et que la réponse à cette question d'un intérêt pas très théorique soit oui ou non, les arguments avancés de part et d'autre sont tous frappés du sceau d'un sempiternel intérêt national qui semble avoir bon dos. Pour ce qui le concerne, le ministre sortant n'y est pas allé par quatre chemins en affirmant haut et fort, y compris dans les médias, que la rotation dont il s'agit ne serait ni plus ni moins qu'une «conspiration» contre le pétrole libanais, contre le Pacte national de 1943, contre l'équilibre entre les différentes communautés religieuses et contre, last but not least, la présence et le rôle historique des chrétiens au Liban, etc. Il ne s'est même pas privé d'agiter la menace de recours à des moyens apparemment pas très pacifiques, au cas où le rejet clair et net du principe même de cette maudite rotation n'était pas prononcé. Cette polémique complètement surréaliste au sujet de l'attribution du portefeuille de l'Énergie a vivement aiguisé les tensions entre les différentes forces politiques du pays et a contribué à repousser au-delà de dix mois l'accouchement au forceps du nouveau gouvernement. Excédé par ce débat pathétique, le président de la République n'a pas pu s'empêcher de sortir de sa réserve en posant publiquement, sur un ton indigné, la question de savoir s'il était concevable que l'on s'accroche à un portefeuille ministériel ou à une personne, bien plus qu'aux vrais intérêts du Liban et de son peuple?...

Non moins grave encore est le fait qu'avant même, encore une fois, de produire le premier baril de pétrole ou le premier mètre cube de gaz naturel, les supputations aient commencé au sujet des antagonismes, réels ou supposés, des intérêts entre les différentes régions et les différentes communautés religieuses du pays. Certains, y compris des responsables politiques, se sont même mis à parler publiquement des incidences du conflit plus global sunnites/chiites sur les conditions d'exploitation des hydrocarbures au Liban. L'absence de sociétés pétrolières originaires des pays du Golfe parmi celles sélectionnées pour l'octroi de contrats d'exploitation a ainsi été mise en avant comme une illustration de l'ostracisme à l'encontre des pays arabes sunnites !

Tout ceci ne peut que susciter les pires inquiétudes au sujet des risques que représente la confusion des genres entre, d'une part, l'impérieuse nécessité d'une stratégie énergétique nationale fondée sur et uniquement sur les intérêts à long terme des Libanais et, d'autre part, les considérations électorales et claniques, les petites magouilles personnelles ou, pire encore, l'appel aux vieux démons du confessionnalisme ou du régionalisme. On peut se demander si les Libanais qui, aujourd'hui, font l'amalgame entre, d'une part, l'exploitation attendue du pétrole et du gaz et, d'autre part, le problème des relations intercommunautaires (à commencer par la mise sur pied de la commission nationale du pétrole) ont bien conscience de ce qui s'est passé, et se passe toujours, dans bien d'autres pays où le pétrole a servi de détonateur à des invasions étrangères, des guerres civiles, des conflits ethniques ou confessionnels, voire parfois à la désintégration de certaines entités nationales: Soudan, Nigéria, Libye, Irak, Yémen, etc.

Mais quels que soient les méfaits et les dangers potentiels, il est fort compréhensible que la tentation soit trop forte pour le Liban de commencer au plus vite l'exploitation d'un trésor qui dort depuis des millions d'années devant sa porte, ou peut-être encore sous ses pieds. Toutefois et pour éviter les risques, ou du moins les réduire autant que faire se peut, la nécessité s'impose, dès le départ, de fixer des garde-fous et de mettre en place des mécanismes de nature à protéger le pays contre la corruption, la rapine et les dérives de toutes sortes. Les moyens les plus cruciaux semblent être les suivants:

1 – La transparence

Dans un pays qui a la chance de disposer de médias diversifiés et libres et d'une excellente élite qui ne cesse de faire ses preuves à tous les niveaux, la discussion publique et sereine de tout ce qui touche à la mise en valeur des ressources en hydrocarbures est un rempart indispensable contre la corruption et l'amateurisme, ainsi que pour la protection des intérêts de tous les citoyens. Outre leur diffusion dans la presse et leur examen aussi transparent que possible au sein des organismes politiques, des débats publics seraient plus qu'utiles dans le cadre de colloques ouverts à tous ceux qui ont leur mot à dire en la matière. Le pétrole et le gaz naturel du pays appartiennent en effet à tous les Libanais sans exception, et ne se trouvent pas dans le petit jardin ou arrière-cours des grands parents de tel ou tel zaïm... On n'est pas, Dieu merci, dans un ancien émirat arabe et on n'est plus depuis belle lurette au temps où des sociétés occidentales demandaient à un cheikh illettré du coin d'apposer son empreinte digitale sur des «accords de concession» rédigés à Londres ou à New York.

2 – Gérance et contrôle

Bien que le ministère de l'Énergie et une société ou une agence nationale spécialisée soient les organismes incontournables pour exécuter la politique du pays dans les différents domaines de l'énergie, les activités de ces organismes doivent être placées, de A à Z, sous la supervision étroite et le contrôle direct d'un Conseil supérieur de l'Énergie. La composition de ce Conseil gagnerait tout naturellement à être aussi large et aussi représentative que possible, avec des membres représentant aussi bien les ministères concernés (Énergie, Finances, Planification, Affaires étrangères) que la présidence de la République, le Parlement, des experts indépendants et la société civile.

3 – Nécessité impérieuse de ne pas négliger les autres activités économiques

Même si les conditions idéales étaient mises en œuvre pour optimiser l'exploitation des richesses en hydrocarbures, encore faut-il éviter que ces richesses deviennent un miroir aux alouettes, ou ne soient considérées comme une potion magique pour tous les maux et tous les besoins du pays. Ce serait là le meilleur moyen de tomber dans le piège de l'argent facile, de la «maladie hollandaise» et de «l'excrément du diable» dont parlait Juan Alfonso Pérez. Le simple bon sens nous dit qu'avec ou sans pétrole, le Liban bénéficie de nombreux et énormes atouts, plus que suffisants pour assurer à ses habitants un niveau de vie qui n'a rien à envier à celui de l'Autriche, de l'Italie ou de la Suisse. S'il n'a pas, ou pas encore, le soi-disant «or noir», le Liban a par contre la chance de posséder le non moins précieux or blanc et/ou or vert, avec ses ressources hydrauliques, la beauté exceptionnelle de ses paysages, la douceur de son climat et les vestiges exceptionnels de civilisations millénaires. Ce sont là autant d'atouts pour attirer des touristes du monde entier, pour produire des sources d'énergie propres et renouvelables (notamment le solaire et l'éolien), pour développer une agriculture non moins rémunératrice que celle d'Israël, de la Vallée du Jourdain, du Maroc ou de la Tunisie.

Non moins important encore est l'incalculable « or gris », soit le capital humain inappréciable que constituent le haut niveau d'éducation et l'esprit d'innovation d'une grande partie de sa population, sans oublier l'expérience, les moyens et l'esprit d'entreprise d'une diaspora qui a fait ses preuves aux quatre coins de la planète. Enfin, tous les ingrédients existent pour que ce pays (re)devienne un grand centre commercial et de services financiers et autres, avec des dimensions régionales et internationales comparables à celles de Dubaï, de Hong Kong ou de Singapour. Il ne lui manque par ailleurs rien pour développer sa propre Silicon Valley, comme le font l'Inde ou Israël, et comme pensent le faire certains pays arabes du Golfe ! La principale condition à cela est une classe politique soucieuse de créer les conditions favorables au développement des talents, et non point de la préservation de ses privilèges et de la prospérité de sa boutique électorale.

Pour toutes ces raisons, le pire des services qu'on puisse rendre aux Libanais, c'est de leur faire croire que le pétrole et le gaz naturel seraient la panacée à tout ce dont ils se plaignent, tout en continuant à polluer leurs côtes, les nappes phréatiques et l'air qu'ils respirent, et à laisser périr l'agriculture, le tourisme et les autres secteurs économiques traditionnels. Bien plus impardonnable encore est la pollution des esprits avec le redoutable cancer des divisions tribales, claniques ou confessionnelles. Ceux qui cherchent à faire croire que le pétrole et le gaz naturel sont le seul, ou le principal espoir de ce pays et ceux qui sont (bien entendu) les plus pressés pour signer à la va-vite des accords d'exploitation avec des sociétés étrangères se comportent en fait comme des marchands de rêves qui occultent les vrais problèmes et les vraies priorités du pays, et qui ont l'outrecuidance de prendre les Libanais pour ce qu'ils sont loin d'être !

Conseiller pétrolier

Bibliographie

Nicolas Sarkis est un économiste franco-libanais spécialisé dans les questions pétrolières et énergétiques. Conseiller de plusieurs pays producteurs de pétrole et de sociétés internationales, il a fondé et dirigé à partir de 1965, à Beyrouth, l'Arab Petroleum Research Center (APRC) et lancé six publications en arabe, en français et en anglais sur l'industrie des hydrocarbures au Moyen-Orient et en Afrique.

[RETOUR AU DOSSIER "PÉTROLE ET GAZ NATUREL : UNE BÉNÉDICTION OU UNE MALÉDICTION POUR LE LIBAN ?"](#)